

sive, sa politique est une chose, mais l'histoire lui impose de conduire l'économie vers le socialisme. N'est-ce pas proscrire la signification même du socialisme devant les masses, que de prétendre leur expliquer que, en contradiction avec le marxisme, il n'y a pas en Russie interpénétration entre le politique et l'économique et de présenter la bureaucratie comme une couche consciemment exploitrice, mais comme une caste inconsciente qui, par « bêtise », mène l'U.R.S.S. là où elle est et qui, malgré cela, représente objectivement les intérêts du prolétariat.

Mais, voyons alors le rôle de la bureaucratie et des P.C. dans les pays de l'Europe orientale.

L'U.R.S.S., nous dit Schwarz, utilise son influence pour établir des gouvernements bourgeois à participation stalinienne. Son but est simplement d'y avoir des gouvernements pro-soviétiques ; cette politique — et Schwarz se réfère à Marcoux — a pour but d'établir une dualité de pouvoir (bourgeoisie liée au capitalisme mondial et bureaucratie stalinienne locale, prolongement de la bureaucratie soviétique). « Or, dit Schwarz, une dualité de pouvoir est chose instable ; il est à prévoir que celle-ci se résoudra au détriment de la bureaucratie. »

Et cependant, il est obligé de constater un fait en complète contradiction avec ce qui précède, lorsqu'il nous dit, en parlant de la Tchécoslovaquie, que là « point n'est besoin d'un ministre des Affaires étrangères communiste, pour assurer une politique par les bourgeois eux-mêmes ».

Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la politique de la bourgeoisie de ces pays se fait fonction de ses intérêts, et que ces intérêts peuvent coïncider avec ceux de l'« Etat ouvrier ». Où donc est l'antagonisme fondamental, et où est, en fait, la dualité de pouvoir ?

Nous avons toujours assisté dans les pays de l'Europe orientale, à une lutte d'influence entre les divers impérialismes, cette lutte continue, un point c'est tout, et il n'est pas besoin d'y voir un machiavélisme qui n'existe pas plus qu'auparavant.

Les problèmes des nationalités n'ont en général pas été réglés ; quant à la réforme agraire, elle n'est rien de plus qu'une réforme bourgeoise démocratique, qui crée une nouvelle petite propriété paysanne.

Sur le terrain de l'ingérence économique, et après avoir énuméré les mesures de pillage, l'appropriation des biens allemands et la mise en tutelle du commerce extérieur, ainsi que des accords économiques (formation de sociétés mixtes, etc.), Schwarz remarque que, cherchant à assurer son influence contre celle des grands impérialismes, l'U.R.S.S. lutte sur leur propre terrain, en dépit des avantages que lui ont procurés sa structure économique propre et le voisinage géographique ; on peut prévoir qu'elle sera battue.

Une fois encore, on veut nous faire avaler cette énorme stupidité de l'« inconscience » de la bureaucratie. Celle-ci a (paraît-il), par son système économique, le moyen de vaincre ses adversaires, mais elle est incapable de le faire, elle ne voit pas son intérêt. Ne pourrions-nous suggérer que si la bureaucratie, « stupidement », et délibérément se bat contre l'impérialisme sur son terrain à lui, c'est que son propre terrain n'est peut-être pas, sinon dans la forme, mais quant au fond sensiblement différent ? Partant d'une vérité absolue et intouchable qui est le « caractère progressif » de l'économie russe, Schwarz se bouche évidemment la route à toute analyse sérieuse dans ce domaine.

Mais où les contradictions transparaissent davantage, c'est sur le terrain des nationalisations dans les pays de l'Europe orientale. Là, Schwarz est bien obligé de nous montrer que le régime bourgeois n'est nullement ébranlé, que les Russes mettent souvent un frein à l'étatisation, étant eux-mêmes propriétaires de beaucoup d'industries et ils s'opposent à tout ce qui porte atteinte à leurs intérêts financiers. Les Russes préfèrent les sociétés mixtes aux nationalisations et Schwarz découvre l'Amérique en nous disant : « Il est remarquable que les Soviétiques n'aient pas empêché l'inflation en Hongrie. Cela montre à quel point l'économie hongroise est en dehors de la planification soviétique. » Laquelle « planification » n'empêche pas le phénomène d'inflation en U.R.S.S. même, mais ceci le camarade Schwarz l'« oublie ».

Mais il nous aide bien plus encore, lorsqu'il admet que : « la bourgeoisie tchèque sut sacrifier de nombreux intérêts économiques individuels » pour sauvegarder ses intérêts de classe. Le mode de propriété n'est donc pas l'unique clé de voûte du régime capitaliste et l'on voit que la bourgeoisie est prête à bien des sacrifices de forme, pour sauver l'essentiel de sa raison d'être : l'appropriation de la plus-value.

En Tchécoslovaquie donc, où les nationalisations sont très étendues, « la nomination à la tête des usines de nouveaux administrateurs, souvent communistes, signifie donc un changement de régime », nous dit Schwarz ; nous ne disons pas autre chose, mais loin de considérer cela comme un compromis entre le stalinisme et la bourgeoisie, nous disons que c'est la manifestation dans ce domaine d'un régime économique donné

qui n'a rien de progressif. Mais Schwarz, comme d'habitude, termine cela par une larme sur la « bêtise » du parti communiste tchèque, qui n'a pas profité des circonstances exceptionnellement favorables où il se trouvait pour s'engager dans la voie du socialisme.

En conclusion de ce chapitre et combattant Leblanc qui soumet son analyse à l'inévitabilité imminente d'une troisième guerre, Schwarz nous donne contre cela un argument assez surprenant : « ... la puissance des partis de gauche interdit pour le moment la troisième guerre mondiale ». Ceci est vraiment curieux, mais pas inexplicable ; il est certain que si l'on considère les P.C. (prolongements extérieurs de la bureaucratie, celle-ci représentant un régime progressif) comme partis susceptibles de représenter la lutte de classe, l'appréciation de Schwarz est juste. Or, à l'heure actuelle, les partis de « gauche » sont, dans la plupart des pays d'Europe, à leur maximum, et cependant, et là nous sommes d'accord avec la majorité dont fait partie Schwarz, la classe ouvrière est, au point de vue conscience politique, à un niveau très bas.

Il est donc certain que, d'une part, son afflux vers les partis traités est progressif, mais que, d'autre part, étant donné leur fidélité aveugle à la politique de ces partis, et étant donné cette politique, leur puissance ne constitue nullement un garant au danger de guerre.

Seule, la reprise des luttes, comme c'est le cas aux U.S.A., dans les pays coloniaux, et comme cela sera le cas, demain, en France, constituera un frein à la préparation du massacre.

Quant au découragement qui peut assaillir nos militants, camarade Schwarz, et qui peut prendre comme tu dis, une forme stalinisante, ce n'est pas la difficulté de la lutte qui en est une cause, mais une orientation politique qui n'est pas suffisamment délimitée du stalinisme.

Ce que représente l'U.R.S.S. aux yeux des travailleurs : « on peut tout de même dire que les masses saisissent l'antagonisme profond qui oppose l'U.R.S.S. au monde capitaliste ».

Les masses, qui sont pénétrées d'illusions démocratiques et parlementaires, les masses qui suivent les partis ouvriers traités parce que leur niveau de conscience politique est encore bas et qu'elles n'ont pas compris leur trahison, les masses qui ne se tournent pas encore vers le parti révolutionnaire, ces masses saisissent l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et le capitalisme.

De deux choses l'une : ou elles sont suffisamment conscientes pour saisir l'existence d'un tel antagonisme, à supposer qu'il existe, et alors il est incompréhensible qu'elles suivent encore leurs partis traditionnels, ou bien, on leur fait croire à l'existence de cet antagonisme et nous penchons vers la deuxième solution. En effet, l'U.R.S.S. représente aux yeux des travailleurs le premier pays de la révolution prolétarienne victorieuse, et c'est l'illusion entretenue par le stalinisme, dans le caractère de l'U.R.S.S., c'est la croyance que l'U.R.S.S. est encore un état ouvrier et que les P.C. représentent l'espoir d'un Etat ouvrier, illusion savamment entretenue par les Staliniens qui sont la cause de l'apathie et du suivisme aveugle des travailleurs. Parlant du rôle du P.C.F., Schwarz caricature notre position d'opposition au mot d'ordre : gouvernement, P.S., P.C.F., C.G.T. Quand nous disons qu'une situation d'équilibre relatif est plus favorable à la croissance du parti révolutionnaire que le parti communiste au pouvoir, cela ne signifie nullement que nous croyons qu'une situation révolutionnaire n'est pas plus favorable au développement du P.C.I., mais simplement que le P.C. au pouvoir, ne passera pas obligatoirement par une situation révolutionnaire, et que, d'autre part, il ne permettra pas aux masses de faire une expérience car il anéantira l'avant-garde. Car ce qui empêche aujourd'hui, cher camarade Schwarz, le P.C. de nous anéantir, c'est qu'il a besoin pour sa politique de pénétration de l'Etat bourgeois, d'un certain vernis démocratique. Il est évident que dans certains cas, cela ne l'empêche pas de supprimer physiquement nos militants. Mais, une fois au pouvoir et contrôlant effectivement l'Etat, nous aurons la certitude de l'extermination, tout comme sous le fascisme.

En conclusion de son texte Schwarz repose la « position de principe » et répète les raisons du défensisme.

« L'économie soviétique est soustraite à l'impérialisme... »

Nous remarquons simplement que l'entrée dans le marché mondial d'un pays hautement industrialisé comme l'U.R.S.S., loin de prolonger l'agonie du régime capitaliste ne fera que l'accélérer et que cet argument est tout juste applicable à un pays colonial.

Passons sur « l'économie progressive » dont nous avons parlé et venons en à l'argument « massue » : « la défense de l'U.R.S.S. favorise la lutte des classes dans les pays en guerre contre l'U.R.S.S. »

Nous demanderons simplement : et dans les pays alliés de l'U.R.S.S., et mieux encore dans les pays occupés par l'U.R.S.S. ?

La bureaucratie stalinienne dit Schwarz n'est pas le seul obstacle à la révolution ; la social-démocratie en est un aussi, « l'impérialisme est le premier obstacle à la révolution ».

Nous ne saisissons pas très bien la pensée du camarade Schwarz pour nous, le but à atteindre c'est le socialisme, l'obstacle à abattre est le régime capitaliste par le moyen de la révolution prolétarienne. Mais pour arriver à rendre claire au prolétariat la nécessité d'abattre ce régime nous avons à lutter et à surmonter les obstacles que sont la social-démocratie et le stalinisme. Il n'y a pas un ordre de priorité à établir, mais il y a une réalité qui est que le P.S. et le P.C. empêchent les masses de comprendre la nécessité de la révolution prolétarienne pour abattre le capitalisme, de cela nous devons tenir compte : un point c'est tout.

Mais Schwartz poursuit en brossant un sombre tableau d'une éventuelle victoire de l'impérialisme sur l'U.R.S.S.

Nous remarquons simplement que la victoire de l'U.R.S.S. n'est pas, elle non plus, à dépeindre par un tableau idyllique et qu'il n'est pas suffisant de « dénoncer » le régime de l'U.R.S.S., ni de se laver les mains et de « ne prendre aucune responsabilité » pour ce qui en résulte. Lutter pour la révolution prolétarienne : c'est lutter contre tous les régimes de boue et de sang.

Mais ce que nous n'admettons pas, c'est le chantage social patriote des défensistes. Victoire de l'U.R.S.S. ou victoire de l'Impérialisme ? Pour nous le défaitisme révolutionnaire a toujours la même signification.

Après avoir, comme il est de tradition, donné le « mode d'emploi » du défensisme, sur lequel il n'y a rien de nouveau à dire, nous arrivons à la conclusion qui est « notre attitude vis-à-vis de l'occupation de l'Europe Orientale par l'armée rouge ».

Il n'est pas inutile de nous y arrêter. « La IV^e doit se prononcer en principe pour le retrait des troupes soviétiques... » mais cette position est position de principe : elle n'a pas la valeur de mot d'ordre valable en toutes circonstances ».

Ces quelques phrases qui rappellent fâcheusement la presse réformiste donnent toute leur valeur aux affirmations de la soumission de la défense aux intérêts de la révolution car, s'il est juste qu'on ne peut demander le seul retrait des troupes soviétiques et personne que je sache ne l'a fait, il est évident que lorsque Schwarz fait des différences telles que ce mot

d'ordre est bon pour l'Autriche (son parti social-démocrate étant avancé) et mauvais pour la Hongrie (les staliniens seraient débordés par les partis de la réaction) ; il donne d'une part un ordre objectivement révolutionnaire au stalinisme, et d'autre part laisse la porte ouverte à l'étouffement de toute révolution dans le glacis par l'U.R.S.S. Et il conclut qu'en cas de guerre U.R.S.S.-U.S.A. on ne pourra demander le retrait des troupes soviétiques car cela aiderait les U.S.A. « La demande d'évacuation ne doit intervenir que si elle marche avec un courant populaire capable de s'opposer ensuite à l'impérialisme et à la réaction » : cela signifie donc que le prolétariat des pays occupés par l'U.R.S.S. sera sacrifié aux nécessités de la « défense », cela signifie que dans ces pays la IV^e internationale deviendra un agent à la solde du stalinisme et jouera un rôle contre-révolutionnaire ? Si cette perspective est, semble-t-il, pleine de charme pour le camarade Schwarz tant mieux pour lui. Quant à nous nous pensons qu'une telle politique contribue, dans ces pays en particulier à déshonorer le nom même du communisme. Si à la prostitution du communisme par la bureaucratie stalinienne nous ne savons répondre qu'en nous accrochant au pan du veston des bureaucrates staliniens il est bien certain que comme eux nous serons responsables des glissements qui s'opèrent vers les partis cléricaux réactionnaires et demain vers le fascisme.

Ne pas comprendre aujourd'hui après sa manifestation dans les pays du glacis et la réaction du prolétariat de ces pays, le caractère du stalinisme, c'est se lier définitivement les mains, c'est lier les mains à toute l'avant-garde, c'est livrer les travailleurs à la contre-révolution stalinienne. Ne pas dévoiler aujourd'hui clairement et sans équivoque le caractère de l'état russe c'est tromper les travailleurs.

Contre les talmudistes sentimentaux paralysés par le respect de la tradition et prêts à toutes les révisions du marxisme nous engagerons dans le parti et dans l'internationale une lutte sans merci.

Armer les travailleurs sur le caractère de l'U.R.S. et du stalinisme, c'est aujourd'hui la tâche principale de tout militant révolutionnaire digne de ce nom.

Résolution présentée par le camarade P. Frank, adoptée, le 14 juillet, par la Conférence nationale du P. C. I.

(Section française de la IV^e Internationale)

1) En 1937, dans la « Révolution trahie », Léon Trotsky définit ainsi l'Etat soviétique : « Etat ouvrier dégénéré » — organisme étatique d'une société intermédiaire entre le socialisme et le capitalisme, dans laquelle :

a) Les forces productives sont encore insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste.

b) Le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée.

c) Les normes de répartition de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale.

d) Le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés.

e) La bureaucratie exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme.

f) La révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs.

g) L'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme.

h) La contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers.

i) Les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.

2) En 1947, plus particulièrement après les années de guerre,

des faits nouveaux se sont produits qui permettent de préciser et de compléter cette analyse :

a) Un recul des forces productives, par suite des dévastations et ravages entraînés par la guerre sur le territoire de certaines des régions les plus développées de l'U.R.S.S.

b) De ce fait les besoins de l'industrie et les besoins de consommation des masses se trouvent de plus en plus difficiles à satisfaire, les tendances à l'accumulation primitive se sont renforcées pendant la guerre, notamment dans les campagnes, au détriment des sovkhozes et des kolkhozes.

c) Cette aggravation des difficultés globales a eu pour conséquence une iniquité plus grande dans les normes de répartition. La condition des travailleurs s'est considérablement aggravée et les dispositions du quatrième plan quinquennal sont, comme celles des précédents plans quinquennaux, orientées en faveur de la production des moyens de production au détriment de la production des moyens de consommation plus que jamais nécessaires aux masses.

d) La bureaucratie, et plus précisément les sommets de celle-ci, dispose de privilèges accrus. Ses tendances réactionnaires se sont accrues au cours de la guerre, elle a utilisé et encouragé les conceptions et sentiments les plus réactionnaires (panslavisme, religion). Sa politique a essentiellement servi à étrangler le mouvement ouvrier et à prévenir tout développement révolutionnaire dans les pays occupés par l'armée rouge.

La révolution sociale de 1917 continue de vivre dans les rap-